Marseille : des migrants montent une association pour dénoncer les violations de leurs droits

16/04/2020 à 19h07



Allocations interrompues, absence de logement ou courriers égarés : un groupe de migrants marseillais a lancé une association afin de dénoncer de sérieux manquements à leurs droits, lesquels sont, disent-ils, d'autant plus bafoués avec le confinement décrété pour lutter contre le coronavirus. En un mois d'existence, l'association compte plus d'une centaine de membres.

"Cela ne pouvait pas mieux tomber". C'est dans une France en pleine situation inédite de confinement **qu'un groupe de migrants vivant à Marseille a annoncé la création d'une association pour dénoncer des atteintes à leurs droits.** "Nous avons peur qu'avec le confinement, nos droits soient encore

plus bafoués car nous ne sommes pas vraiment une priorité pour les autorités, tout est en suspens, toutes les démarches prennent plus de temps ou tombent aux oubliettes", rapporte Fatou, porte-parole de l'association, jointe par InfoMigrants.

[…]l'association qui dénonce, plus largement, une politique "visant à la coupure des droits, dans le contexte actuel, alors que la plupart des demandeurs et demandeuses d'asile de Marseille n'ont accès à aucune autre ressource pour survivre, ni logement où ils pourraient se confiner, et que les droits au recours contre ces décisions sont rendus plus difficiles par la fermeture des guichets et des permanences de conseils."

Une régularisation pour tous, comme au Portugal

Sur le modèle du Portugal, qui a annoncé le 28 mars l'octroi d'un titre de séjour temporaire pour tous les migrants présents sur son sol, **l'**Association des usagers de la PADA de Marseille **appelle aussi à la régularisation de tous.** Elle réclame également la suspension des décisions d'éloignement par la préfecture des Bouches-du-Rhône, le rétablissement inconditionnel des droits à l'ADA et une allocation spécifique de solidarité sanitaire pour la période de confinement (y compris en cas d'une décision de rejet d'asile ou d'obligation de quitter le territoire), ainsi que la mise à l'abri des demandeurs et demandeuses d'asile de Marseille dans des logements décents et individuels, afin de pouvoir respecter les consignes d'isolement sanitaire. […]

infomigrants.net